



La lettre d'information du groupe Front de gauche de la Région Île-de-France

Déménagement de la Région à St-Ouen : le "fait du prince"

Notre avons toujours soutenu le principe d'un déménagement de la Région sur un site unique en banlieue. En faire un symbole fort pour les territoires populaires, un élément de rééquilibrage entre l'Ouest et l'Est et en profiter pour mieux coordonner les services régionaux étaient les enjeux.

Or la décision finale a été prise par la seule Présidente de Région, sans aucun débat ni consultation réelle des personnels et des élus. C'est le seul «fait du prince» qui engage notre collectivité dans un projet de plusieurs centaines de millions d'euros et bien au-delà de cette mandature !

En réalité les dés étaient pipés : le choix ne pouvait être que St-Ouen, commune dirigée par la droite. Encore une fois les réflexes partisans semblent avoir primé sur l'intérêt général...

Des questions subsistent comme celle du devenir du personnel mais aussi celle du devenir des locaux actuels, pour lesquels nous souhaitons qu'ils deviennent des logements sociaux au coeur du 7ème arrondissement.

Céline MALAISÉ

**FRONT
DE GAUCHE**
* îledeFrance



Céline MALAISÉ

Conseillère régionale d'Île-de-France de Paris
Présidente du groupe FDG

Transports : les élu-e-s FDG à l'offensive !

Une grande partie de la dernière séance du Conseil Régional a été consacrée aux transports et aux mobilités, une question à laquelle notre groupe attache beaucoup d'importance. Après la polémique ouverte par Péresse sur le pass Navigo j'ai rappelé les autres financements possibles (hausse du versement transport et baisse de la TVA transport) qui dégagent 500 millions d'euros). Nous avons aussi martelé nos propositions concernant le prolongement du RER E et la mise en oeuvre du plan Vélo régional.

A l'occasion de la question d'actualité, j'ai interpellé V. Péresse sur le non-respect de sa promesse de campagne de ne pas augmenter le tarif du pass Navigo. Le protocole d'accord entre Valls et Péresse est fragile et, s'il était voté par les parlementaires, lèverait des financements injustes pour les territoires et les usagers. Concernant la crainte de futures nouvelles hausses du Navigo après celle de 3€, Péresse n'a rien répondu. Cela ne fait que confirmer que les usagers paieront toujours plus. Lors de la commission permanente, j'ai alerté sur la fin de l'aide accordée par les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et des Hauts-de-Seine pour ImaginR. Les familles des collégiens et lycéens paieront donc plus. La Région ne peut se contenter de renvoyer la responsabilité aux départements, elle doit et peut agir !



Sur le prolongement du RER E à l'Ouest, son financement est une bonne nouvelle. Toutefois j'ai insisté sur le nécessaire investissement sur le tronçon Est de la ligne, dans l'intérêt des habitant-e-s du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne. Un amendement déposé en ce sens par notre groupe a été adopté par toute l'assemblée régionale, à l'exception du FN.

Sur le plan Vélo, j'ai enfin plaidé pour des financements forts et pérennes pour donner au plan une réelle efficacité. De même, j'ai proposé au nom de notre groupe l'attribution au STIF d'une compétence spécifique en matière de vélo afin d'organiser la cohérence des modes de déplacements.

Notre politique est donc claire : même dans l'opposition, les élu-e-s FDG sont force de proposition pour construire une alternative à gauche au service des francilien-ne-s.

Céline Malaisé,
présidente du groupe FDG IDF

Pour nous contacter :

Groupe front de Gauche de la région Île-de-France, 57 rue de Babylone, 75007
Paris / tel : 01 53 85 68 50 / twitter : @ElusFdGCRIDF / Facebook : Elus Fdg Idf

Céline Malaisé : celine.malaise@iledefrance.fr

Nos interventions au conseil régional

Aide à l'activité économique dans les quartiers

Vanessa GHIATI (élue PCF 92) est intervenue sur le projet de fonds d'investissement à destination de l'économie des quartiers populaires. Insistant sur la nécessité d'aider ces quartiers, elle a demandé que ce fonds soit doté de critères sociaux et environnementaux, et que les entreprises de l'économie sociale et solidaire puissent en bénéficier. Deux propositions de bon sens, qui ont été rejetées par l'exécutif régional.

Pour une Cité de la Gastronomie ancrée sur son territoire

Saluant ce projet de dimension non seulement régionale, mais aussi nationale et internationale, **Vanessa GHIATI (élue PCF 92)** a souligné les enjeux à la fois économiques, urbains, culturels et éducatifs qu'il recouvre. Elle a plaidé pour l'inscription de la Cité de la Gastronomie dans les circuits courts et l'agriculture biologique.

Stop aux dépôts sauvages

Didier MIGNOT (élu PCF 93) est intervenu sur la lutte contre les dépôts sauvages de déchets, en soulignant la nécessité de politiques publiques fortes, mettant en avant l'intérêt général, le respect d'autrui et de l'environnement. Il a également à cette occasion évoqué la situation des syndicats départementaux de gestion des déchets, le SITOM 93 et le SYELOM 92, dont l'avenir est mis en question par la Chambre régionale des comptes.

Précarité énergétique

Didier MIGNOT (élu PCF 93), insistant sur la nécessité de cette lutte, a également rappelé combien elle est liée à des difficultés sociales plus larges : la précarité du travail, chômage, manque de logements... Il a également proposé de déclarer l'Île-de-France zone "anti

coupures d'énergie" pour protéger les familles de bonne foi victimes de ces coupures. Ce que la droite régionale a refusé.

Contre l'Europe des régions

Eric COQUEREL (élu PG 75) a contesté la gestion des fonds européens dévolue aux régions. « *V. Péresse compte respecter fidèlement les critères de Bruxelles, par manque de volonté mais surtout par adhésion idéologique à ces valeurs qui imposent également aux peuples les lois Macron ou El Khomri.* »

Plan social à la Région

Michel JALLAMION (élu R&S 75) a rappelé à l'exécutif sa politique de non-renouvellement des CDD, de fin des contrats aidés dans les lycées... Aujourd'hui, cette dynamique se concrétise par un « *plan social déguisé des agents territoriaux* ». Il a dénoncé ses conséquences : « *l'externalisation des services, donc in fine, un coût supplémentaire. Le choix de la Région apparaît clairement : plus de pression et de burn-out, moins d'agents, moins de services publics* »

Développer les commerces de proximité ? Oui, sans oublier les services publics !

Pour **Jean-Michel RUIZ (élu PCF 95)**, il est « *essentiel de garantir la survie des petits commerces aussi bien en milieu rural que dans les quartiers populaires. Mais agir pour leur sauvegarde nécessite aussi d'agir pour celle des services publics dans tous les territoires.* ». Il a aussi souligné la contradiction de ce projet de l'exécutif avec son soutien au projet Europacity, qui risque de forcer de nombreux petits commerces à la fermeture.

Contre la radicalisation, travaillons avec les associations locales !

Si, pour **Lamine CAMARA (élu PCF 91)**, la radicalisation violente doit être combattue, le dispositif proposé par l'exécutif ne saurait y répondre en ne ciblant que les têtes de réseaux alors qu'il faudrait s'appuyer et financer « *les associations ancrées localement qui accomplissent des missions de service public dans les quartiers, mènent un formidable travail sur les enjeux de la citoyenneté et du vivre ensemble* ». Ensuite parce qu'il « *conditionne le soutien régional à l'approbation d'une « charte de la Laïcité et des valeurs de la République » qui n'est pas encore écrite et ne sera adoptée qu'à l'automne...* ». Enfin et surtout, parce que la conception de la laïcité que défend la droite depuis le début du mandat falsifie ce principe fondamental, nourrit les confusions et entretient la stigmatisation d'une partie de nos compatriotes. Un débat éclairé doit avoir lieu avant l'adoption d'une telle charte.

Construction de commissariats et de gendarmeries

Alors que la convention déléguant à la Région la possibilité de rénover ou construire des locaux à la police et la gendarmerie nationales était prolongée, **Clémentine AUTAIN (élue Ensemble 93)** a rappelé qu'une collectivité locale ne saurait se substituer à l'Etat pour le financement des services publics.

Les élu-e-s du groupe Front de gauche à la région Île-de-France



Céline MALAISE
(75) -PCF
Présidente de groupe



Clémentine AUTAIN
(93) - Ensemble



Lamine CAMARA
(91) -PCF



Eric COQUEREL
(75) -PG



Taylan COSKUN
(93) -PCF



Sylvie FUCHS
(77) -PCF



Vanessa GHIATI
(92) -PCF



Fabien GUILLAUD-BATAILLE
(94) -PCF



Michel JALLAMION
(75) -République & Socialisme



Didier MIGNOT
(93) -PCF



Jean-Michel RUIZ
(95) -PCF